

Avis aux membres

Action collective contre des compagnies de location de véhicule à court terme concernant des allégations de pratique discriminatoire et lésionnaire liée à l'âge des conducteurs

Prenez avis que le 13 avril 2021, dans le dossier numéro 500-06-001016-191, l'honorable juge Chantal Tremblay de la Cour supérieure du district de Montréal a autorisé l'exercice d'une action collective contre les défenderesses suivantes :

L'action collective a été autorisée pour les personnes faisant partie du groupe suivant :

Depuis le 16 août 2016, toute personne physique au Québec âgée de moins de 25 ans qui a conclu un contrat de location de véhicule à court terme ou s'est vu refus[er] la conclusion d'un tel contrat avec l'une ou plusieurs des compagnies suivantes :

1 - 2642-0398 Québec inc. (Autoplateau location)

2- 9007-3529 Québec inc. (Autorentacanada.com)

3- Budgetauto inc.

4- Aviscar inc.

5- 2313-7292 Québec inc. (Discount location d'autos et camions et Via route)

6- L'équipe Dany Sévigny inc. (Discount location d'autos et camions et Via route Sherbrooke)

7- La compagnie de location d'autos Entreprise Canada (Enterprise, National et Alamo)

8- 9093-4233 Québec inc. (Globe Car)

9- Globe location d'autos et camions inc.

et le 9 février 2022, dans le même dossier numéro 500-06-001016-191, l'honorable juge Lukasz Granosik a autorisé l'exercice d'une action collective pour les personnes faisant partie du groupe suivant :

Depuis le 30 juin 2021, toute personne physique au Québec âgée de moins de 25 ans qui a conclu un contrat de location de véhicule à court terme ou

s'est vu refuser la conclusion d'un tel contrat avec l'une ou l'autre des compagnies suivantes:

10- Hertz Canada Limited;

11- Dollar Thrifty Automotive Group Canada inc.

(ci-après : le Groupe)

Le statut de représentante a été attribué à Option consommateurs et M. Guillaume Rousseau a été identifié à titre de personne désignée.

Option consommateurs reproche aux compagnies défenderesses de location de véhicule d'exercer une pratique discriminatoire et lésionnaire en imposant des frais additionnels ou en refusant de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location.

Les principales questions qui seront traitées collectivement dans le cadre de cette action collective sont les suivantes :

Est-ce que les défenderesses ont imposé des frais additionnels à des locataires ou ont refusé de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location?

Est-ce que les pratiques d'imposer des frais additionnels à des locataires et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location sont discriminatoires au sens de la Charte ?

Est-ce que les membres ayant payé des frais additionnels en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat avec l'une des défenderesses ont droit au remboursement des frais additionnels imposés en raison de l'âge et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais ?

Est-ce que les membres du Groupe ont droit à des dommages moraux pour les troubles, ennuis, inconvénients et souffrances subis en raison des pratiques discriminatoires des défenderesses à leur égard, et, le cas échéant, de quel montant?

Est-ce que les membres du Groupe ont droit à la cessation des pratiques discriminatoires des défenderesses?

L'imposition de frais additionnels aux membres en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat équivaut-elle à de l'exploitation du consommateur au sens de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*?

Est-ce que les membres ayant payé des frais additionnels en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat ont droit à des dommages-intérêts moraux et/ou punitifs conformément à l'article 272 *Loi sur la protection du consommateur* en conséquence de la violation de l'article 8 de cette même loi, et, le cas échéant, de quel montant?

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

Est-ce que les membres ayant payé des frais additionnels en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat ont droit à la cessation de cette pratique?

Est-ce que les membres ayant payé des frais additionnels en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés au contrat avec l'une des défenderesses ont droit au remboursement équivalent à la réduction ou la suppression de ces frais et à une compensation monétaire pour les taxes appliquées sur ces frais?

Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR la demande introductive d'instance pour tous les membres du Groupe ;

Concernant la personne désignée :

CONDAMNER la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée à titre de dommages-intérêts matériels une somme de 40,00 \$, plus une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* ;

CONDAMNER la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* ;

CONDAMNER la défenderesse La Compagnie de location d'autos Entreprise Canada à payer à la personne désignée des dommages-intérêts punitifs conformément à l'article 272 *Loi sur la protection du consommateur* avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement ;

Concernant le Groupe :

Injonction

ORDONNER aux défenderesses de cesser les pratiques discriminatoires d'imposer des frais additionnels et de refuser de conclure un contrat de location pour certains ou tout type de véhicules en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés dans le contrat de location ;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

ORDONNER aux défenderesses de cesser la pratique d'imposer des frais additionnels lésionnaires en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés ;

Dommages matériels

CONDAMNER les défenderesses à rembourser les frais additionnels chargés aux membres en raison de l'âge de l'un des conducteurs désignés ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* ;

Subsidiairement, si le tribunal conclut qu'il n'y a pas discrimination :

CONDAMNER les défenderesses à rembourser aux membres l'équivalent à la réduction ou la suppression des frais additionnels imposés en raison de l'âge ainsi qu'à payer une compensation monétaire équivalente aux taxes payées sur ces frais additionnels avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* ;

ORDONNER le recouvrement collectif de ces réclamations ;

Dommages moraux

CONDAMNER les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe une compensation à titre de dommages-intérêts moraux, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* ;

ORDONNER le recouvrement collectif de ces réclamations ;

Dommages punitifs

CONDAMNER les défenderesses à payer à chacun des membres du Groupe des dommages-intérêts punitifs conformément à l'article 272 *Loi sur la protection du consommateur*, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter du jugement ;

ORDONNER le recouvrement collectif de ces réclamations ;

Concernant la représentante :

ACCORDER une indemnité à la représentante conformément à l'article 593 C.p.c., dont le montant sera déterminé par le Tribunal ;

LE TOUT avec les frais de justice, y compris les frais d'avis et d'experts.

L'action collective d'Option consommateurs pour le compte des membres du Groupe consistera en une action en injonction, en réduction d'obligation et en dommages-intérêts matériels, moraux et punitifs, laquelle sera exercée dans le district de Montréal.

Tous les membres du Groupe peuvent bénéficier de l'action collective et seront liés par tout jugement à intervenir sur l'action collective sans avoir à s'y inscrire.

Vous pouvez vous exclure du Groupe de la façon suivante :

- a) Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du Groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié en conformité avec l'article 580 du *Code de procédure civile*. La date limite pour vous exclure est le 9 juin 2022, le cachet postal faisant foi de la date d'envoi.
- b) Tout membre du Groupe qui a formé une demande devant un tribunal de droit civil dont disposerait le jugement final dans le cadre de la présente action collective est réputé s'exclure du Groupe s'il ne se désiste pas de son recours individuel avant l'expiration du délai d'exclusion.

Tout membre du Groupe qui ne sera pas exclu de la façon indiquée ci-haut sera lié par tout jugement à intervenir sur l'action collective autorisée.

Un membre peut faire recevoir par le tribunal son intervention si celle-ci est considérée comme utile au Groupe.

Un membre du Groupe autre que le représentant ou un intervenant ne peut être condamné à payer les frais de justice de l'action collective.

Les membres du Groupe peuvent obtenir une copie du jugement en autorisation de la présente action collective ou obtenir de plus amples informations relativement à celle-ci en communiquant avec les procureurs d'Option consommateurs aux coordonnées suivantes ou encore en visitant le site internet du Registre des actions collectives à l'adresse suivante : <https://www.registredesactionscollectives.quebec/>.

Pour plus d'information, veuillez consulter la page suivante : <https://spavocats.ca/fr/actions-collectives/jeunes-conducteurs/>.

Coordonnées des procureurs de la représentante	
M ^e Marie-Anaïs Sauvé ma.sauve@spavocats.ca	M ^e Sophie Estienne s.estienne@spavocats.ca
Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. 740, avenue Atwater Montréal, Québec, H4C 2G9 Téléphone : (514) 937-2881 Télécopieur : 514-937-6529	

MONTREAL, ce 12 avril 2022
Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L.
Avocats de la représentante

Notice to members

Class action against short-term vehicle rental companies regarding a discriminatory and injurious practice due to the age of the drivers

Take notice that on April 13, 2021, in Court file number 500-06-001016-191, the Honorable Judge Chantal Tremblay of the District of Montreal Superior Court authorized the bringing of a class action against the following defendants:

The class action has been authorized for the following group:

“Since August 16, 2016, any natural person in Quebec under the age of 25 who has entered into a short-term vehicle rental contract or has been refused such a contract with one or more of the following companies

1- 2642-0398 Québec inc. (Autoplateau location)

2- 9007-3529 Québec inc. (Autorentacanada.com)

3- Budgetauto inc.

4- Aviscar inc.

5- 2313-7292 Québec inc. (Discount car and truck rentals and Via route)

6- L'équipe Dany Sévigny inc. (Discount car and truck rentals and Via route Sherbrooke)

7- Enterprise Canada, the car rental company (Enterprise, National and Alamo)

8- 9093-4233 Québec inc. (Globe Car)

9- Globe car and truck rentals inc.

on February 9, 2022, in the same Court file number 500-06-001016-191, the Honourable Judge Lucas Granosik authorized the exercise of a class action for persons belonging to the following group:

Since June 30, 2021, any natural person in Quebec under the age of 25

who has entered into a short-term vehicle rental contract or has been refused such a contract with one or the other of the following companies:

10- Hertz Canada Limited;

11- Dollar Thrifty Automotive Group Canada inc.

(hereinafter: the Group)”

The status of representative has been assigned to Option consommateurs and Mr. Guillaume Rousseau has been identified as the designated person.

Option consommateurs blames these short-term vehicle rental companies for exercising a discriminatory and injurious practice by charging additional fees or refusing to conclude a rental contract for some or any type of vehicle due to the age of one of the drivers named in the rental contract.

The main issues that will be collectively addressed in this class action are:

Have the defendants imposed additional charges on lessees or refused to enter into a rental contract for any type of vehicles because of the age of one of the drivers named in the rental contract?

Are the practices of charging additional fees to lessees and refusing to enter into a rental contract for some or any type of vehicles because of the age of one of the drivers named in the rental contract discriminatory within the meaning of the Charter?

Are members who have paid additional fees because of the age of one of the drivers named in the contract with one of the defendants entitled to be reimbursed the additional fees imposed due to age and to monetary compensation for the taxes applied on these charges?

Are the members of the Group entitled to moral damages for their troubles, problems, inconveniences and pain suffered as a result of the discriminatory practices of the defendants against them, and, if so, in what amount?

Do Class Members have the right to an end of the discriminatory practices by the Defendants?

Does charging additional fees to members because of the age of one of the drivers named in the contract amount to exploitation of the consumer within the meaning of section 8 of the *Consumer Protection Act*?

Are members who have paid additional fees due to the age of one of the drivers named in the contract entitled to moral and / or punitive damages in accordance with Article 272 of the *Consumer Protection Act* because of the violation of article 8 of this same law, and, if applicable, to what amount?

Alternatively, if the court finds that there is no discrimination:

Do members who have paid additional fees due to the age of one of the drivers named in the contract have the right to stop this practice?

Are members who have paid additional fees due to the age of one of the drivers named in the contract with one of the defendants entitled to reimbursement equivalent to the reduction or elimination of these fees and to monetary compensation for taxes applied on these charges?

The conclusions sought with relations to these questions are as follows:

GRANT the application to institute proceedings for all members of the Group;

Regarding the designated person:

CONDEMN the defendant the rental car company Enterprise Canada to pay to the designated person as material damages the sum of \$40.00, plus monetary compensation equivalent to the taxes paid on these fees, with interest at the legal rate increased by the additional indemnity provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec*;

CONDEMN the defendant the rental car company Enterprise Canada to pay the designated person compensation for moral damages, with interest at the legal rate plus the additional compensation provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec*;

CONDEMN the defendant the rental car company Enterprise Canada to pay to the designated person punitive damages in accordance with section 272 of the *Consumer Protection Act* with interest at the legal rate plus the additional compensation provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec* from the judgment;

Regarding the Group:

Injunction

ORDER the defendants to cease the discriminatory practices of imposing additional fees and refusing to enter into a rental contract for some or any type of vehicles based on the age of one of the drivers named in the rental contract;

Alternatively, if the court finds that there is no discrimination:

ORDER the defendants to cease the practice of charging additional injurious fees because of the age of one of the named drivers;

Material damages

CONDEMN the defendants to reimburse the additional fees charged to members due to the age of one of the designated drivers as well as to pay monetary compensation equivalent to the taxes paid on these additional fees with interest at the legal rate increased by the indemnity additional provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec*;

Alternatively, if the court finds that there is no discrimination:

CONDEMN the defendants to reimburse the members the equivalent of the reduction or elimination of the additional fees charged because of the age as well as to pay monetary compensation equivalent to the taxes paid on these additional fees with interest at the legal rate increased by 1 additional indemnity provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec*;

ORDER the collective recovery of these claims;

Moral damages

CONDEMN the defendants to pay to each of the members of the Group compensation for moral damages, with interest at the legal rate plus the additional compensation provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec*;

ORDER the collective recovery of these claims;

Punitive damages

CONDEMN the defendants to pay punitive damages to each member of the Group in accordance with Article 272 *Consumer Protection Act*, with interest at the legal rate plus the additional compensation provided for in Article 1619 of the *Civil Code of Quebec* from the judgment;

ORDER the collective recovery of these claims;

Concerning the representative:

GRANT a compensation to the representative in accordance with Article 593 C.p.c., the amount of which will be determined by the Court;

THE WHOLE with legal costs, including opinion and expert costs.

The Option consommateurs' class action on behalf of the members of the Group will consist of an action for injunction, reduction of obligation and material, moral and punitive damages, which will be brought in the district of Montreal.

All Group members may benefit from the class action and will be bound by any judgment to be made on the class action without having to register.

You can exclude yourself from the Group the following way:

- a) A member, who has not already made a personal request, may exclude himself from the Group by notifying the clerk of the Superior Court of the district of Montreal by registered or certified mail in accordance with Article 580 of the *Code of Civil Procedure*. The deadline to exclude yourself is June 9, 2022, the postmark being proof of the date of dispatch.
- b) Any member of the Group who has filed a claim before a civil law court that would have the final judgment in the context of this class action is deemed to

be excluded from the Group if he does not withdraw from his individual claim before the expiration of the exclusion period.

Any member of the Group who will not be excluded as indicated above will be bound by any judgment to be made on the authorized class action.

A member may have his intervention received by the court if it is considered useful to the Group.

A member of the Group other than the representative or a stakeholder cannot be ordered to pay the legal fees of the class action.

The members of the Group can obtain a copy of the judgment authorizing this class action or obtain more information about it by contacting the attorneys of Option consommateurs at the following or by visiting the website of the Register of class actions at the following address: <https://www.registredesactionscollectives.quebec/en>.

For more information, consult the following page:

<https://spavocats.ca/class-actions/young-drivers/>.

Contact details of the representative's attorneys	
M ^e Marie-Anaïs Sauvé ma.sauve@spavocats.ca	M ^e Sophie Estienne s.estienne@spavocats.ca
Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. 740, Atwater Avenue Montreal, Quebec, H4C 2G9 Phone: (514) 937-2881 Fax: 514-937-6529	

MONTREAL, this April 12, 2022
Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L.
Representative's attorneys